

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE
Mickaël GOUVARY
Erwan LE BOEUF
Géraldine LE BRETON
David LE LIBOUX
François-Xavier LE PAIH
Gilles LE SQUER

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

OFFICE DE TOURISME LORIENT
AGGLOMÉRATION

Association

Quai de Rohan - Maison de la Mer
56100 LORIENT

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

www.ouestconseils.bzh 

OUEST CONSEILS VANNES 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex
Tél. 02 97 26 73 00 - Email : contactvannes@ouestconseils.fr

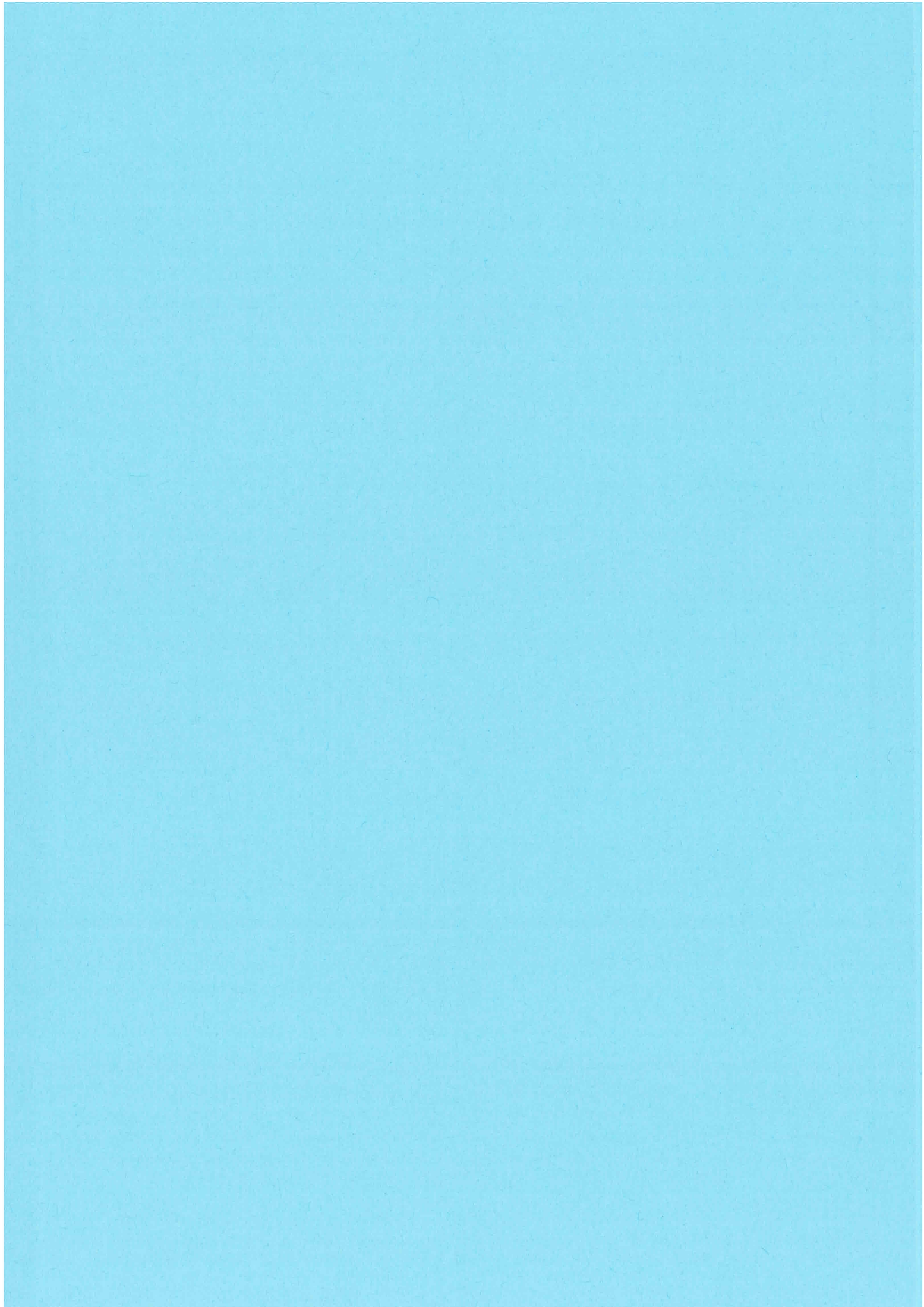
Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



SOMMAIRE

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES



Aux membres de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION,

▪ **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A VANNES, le 15 mai 2024

**Le Commissaire aux Comptes
CABINET COLIN HENRIO
Mickaël GOUVARY**



Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	31 463,14	31 463,14		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	71 614,00	69 998,61	1 615,39	4 891,06
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	361 247,48	250 208,09	111 039,39	141 467,88
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	464 324,62	351 669,84	112 654,78	146 358,94
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	22 889,35	970,20	21 919,15	46 370,09
Autres créances	83 668,66	3 857,41	79 811,25	154 968,81
Divers				
Valeurs mobilières de placement	223 724,00		223 724,00	223 724,00
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	565 591,86		565 591,86	626 258,74
Charges constatées d'avance	77 999,28		77 999,28	70 603,85
ACTIF CIRCULANT	973 873,15	4 827,61	969 045,54	1 121 925,49
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	1 438 197,77	356 497,45	1 081 700,32	1 268 284,43

QUEST CONSEILS VANNES
 SAS Cabinet COLIN HENRIO
 36A boulevard de la Résistance
 CS 92092
 56003 VANNES CEDEX
 Siret : 876 680 166 00041

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	421 866,67	373 561,47
RESULTAT DE L'EXERCICE	22 243,39	48 305,50
Subventions d'investissement	15 989,24	20 017,41
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	460 099,30	441 884,38
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	45 608,00	78 214,00
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	45 608,00	78 214,00
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>		
<i>Découverts et concours bancaires</i>		2 424,99
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		2 424,99
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 921,11	171 577,38
Dettes fiscales et sociales	164 429,58	166 615,53
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 168,00
Autres dettes	24 916,79	58 809,10
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	275 725,54	345 591,05
DETTES	575 993,02	748 186,05
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	1 081 700,32	1 268 284,43

QUEST CONSEILS VANNES
 SAS Cabinet COLIN HENRIO
 36A boulevard de la Résistance
 CS 92092
 56003 VANNES CEDEX
 Siret : 876 680 166 00041

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
Ventes de marchandises	3 626,08	3 483,43
Production vendue	1 112 915,56	1 061 978,15
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 535 500,00	1 489 500,00
Reprises et Transferts de charge	86 878,50	112 477,31
Cotisations		
Autres produits	559,83	51,62
Produits d'exploitation	2 739 479,97	2 667 490,51
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières	1 990,00	1 890,00
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	1 470 579,53	1 512 216,01
Impôts et taxes	37 067,31	57 657,16
Salaires et Traitements	852 656,06	768 149,29
Charges sociales	281 581,46	281 436,61
Amortissements et provisions	56 739,32	77 671,46
Autres charges	10 588,88	3 437,12
Charges d'exploitation	2 711 202,56	2 702 457,65
RESULTAT D'EXPLOITATION	28 277,41	-34 967,14
Opérations faites en commun		
Produits financiers	8 420,68	3 215,76
Charges financières		3,51
Résultat financier	8 420,68	3 212,25
RESULTAT COURANT	36 698,09	-31 754,89
Produits exceptionnels	17 216,66	123 513,44
Charges exceptionnelles	31 671,36	43 453,05
Résultat exceptionnel	-14 454,70	80 060,39
Impôts sur les bénéfices		
Report des ressources non utilisées		
Engagements à réaliser		
EXCEDENT OU DEFICIT	22 243,39	48 305,50
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total des produits		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
Total des charges		

OUEST CONSEILS VANNES
 SAS Cabinet COLIN HENRIO
 36A boulevard de la Résistance
 CS 92092
 56003 VANNES CEDEX
 Siret : 876 680 166 00041

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OFFICE DE TOURISME DE LORIENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 081 700 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 22 243 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association

Objet social de l'association

L'office de tourisme est en charge de la promotion du tourisme sur le territoire de Lorient Bretagne Sud Agglomération et a pour objet d'étudier et de réaliser toutes mesures tendant à accroître l'activité, l'attractivité et l'économie touristique du Pays de Lorient, dans la perspective du développement équilibré et durable du territoire. L'office de tourisme agit conformément à l'article L133-3 du code du tourisme dans l'intérêt général.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

- Accueil et information des touristes et de manière générale tous les visiteurs,
- Promotion touristique de l'agglomération en complémentarité des actions de l'agence départementale du tourisme du Morbihan et en partenariat avec le comité régional du tourisme de Bretagne,
- Contribution à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique communautaire,
- Participation à la mise en œuvre de la politique du tourisme et des programmes communautaires de développement touristique, notamment dans le domaine de l'élaboration des services touristiques, sportives et de loisirs,
- Commercialisation des biens et des prestations de services touristiques,
- Participation à l'animation d'événements programmés sur le territoire de la communauté d'agglomération du Pays de Lorient,
- Développement de l'observation touristique avec l'agence de développement économique Audelor.

Il pourra être consulté sur les projets d'équipements collectifs

Description des moyens mis en œuvre

Pour réaliser ses missions l'office de tourisme déploie différents moyens :

Moyens humains :

- Il fédère près de 619 adhérents (2023) et travaille en synergie avec chacun d'eux. De plus, une partie de ces adhérents forment la gouvernance de l'office de tourisme à travers un conseil d'administration, organe décisionnel de l'association ainsi qu'une assemblée générale auquel il rend des comptes.
- Une équipe de 21 salariés permanents répartis en 3 pôles distincts : pôle administratifs et financiers, pôle contenu et marketing, pôle accueil et vente en ligne. Tous ces services sont encadrés par un directeur salarié.
- Une équipe de 19 saisonniers

Règles et méthodes comptables

Moyens financiers :

- Lorient Bretagne Sud Agglomération verse une subvention de fonctionnement annuelle à l'association office de tourisme pour mener à bien ses missions. Cette subvention est formalisée dans une convention triennale d'objectifs et de moyens, annualisée par avenant.
- Lorient Bretagne Sud Agglomération peut aussi investir dans des nouveaux outils confiés à l'office de tourisme pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ses missions.
- L'office de tourisme commercialise des produits touristiques et services divers pour générer une part d'autofinancement nécessaire à son équilibre économique global.

Moyens matériels :

- L'office de tourisme gère un réseau de 6 bureaux d'informations touristiques ouverts toute l'année sur son périmètre de compétence.
- L'office de tourisme anime un réseau de bornes et mobiliers touristiques connectés pour mailler l'ensemble du territoire de l'agglomération.
- L'office de tourisme dispose des bâtiments administratifs pour héberger ses différents services administratifs, de promotion et de marketing.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	104 158		1 081	103 077
Immobilisations incorporelles	104 158		1 081	103 077
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	286 425	5 678	7 269	284 834
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	93 013	6 188	22 788	76 413
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	379 439	11 866	30 057	361 247
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	483 596	11 866	31 137	464 325

Modalités d'amortissements :

Immobilisations

Durées d'amortissement

Logiciel / informatique

1 an - 3 ans

Installations générales, agenc. et aménag.

5 ans

Aménagements des agences

3 ans - 5 ans - 8 ans

Matériel de bureau

3 ans - 5 ans

Mobilier

8 ans - 10 ans

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	99 267	3 276	1 081	101 462
Immobilisations incorporelles	99 267	3 276	1 081	101 462
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	158 856	30 030	1 011	187 875
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	79 115	8 986	25 769	62 333
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	237 971	39 017	26 779	250 208
ACTIF IMMOBILISE	337 238	42 292	27 860	351 670

Modalités d'amortissements

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 184 557 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	22 889	22 889	
Autres	83 669	83 669	
Charges constatées d'avance	77 999	77 999	
Total	184 557	184 557	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR EXO	1 732
CLIENTS FACTURES A ETABLIR TAX	7 180
PRODUITS A RECEVOIR	360
TAXE SUR SALAIRES	18 939
INTERETS COURUS A RECEVOIR	3 412
Total	31 623

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		48 306		48 306	
Report à Nouveau	373 561		48 305		421 867
Excédent ou déficit de l'exercice	48 306	-48 306	22 243		22 243
Situation nette	421 867		70 549	48 306	444 110
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	20 017			4 028	15 989
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	441 884		70 549	52 334	460 099

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	78 214	11 960		44 566	45 608
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	78 214	11 960		44 566	45 608
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		11 960		44 566	
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 575 993 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 921	110 921		
Dettes fiscales et sociales	164 430	164 430		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	24 917	24 917		
Produits constatés d'avance	275 726	275 726		
Total	575 993	575 993		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FRSS FACTURES NON PARVENUES	53 777
DETTES S/PROV. CONGES	70 373
PROV. CH. SOC. SUR CP	31 012
FORMATION CONTINUE A PAYER	3 040
TAXE APPRENTISSAGE A PAYER	189
ETAT CHARGES A PAYER	387
Total	158 778

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	77 999		
Total	77 999		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	275 726		
Total	275 726		

Nature des Produits constatés d'avance :

Breizh Box no consommées	209 021 €
Encarts 2024	59 361 €
Adhésions 2024	7 389 €

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux membres de l'Association OFFICE DE TOURISME LORIENT AGGLOMÉRATION,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

▪ CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A VANNES, le 15 mai 2024

**Le Commissaire aux Comptes
CABINET COLIN HENRIO
Mickaël GOUVARY**

